

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 juillet 2012

PROPOSITION DE LOI**modifiant la loi du 29 juillet 1934
interdisant les milices privées
en vue d'interdire les groupements
non démocratiques****AMENDEMENTS**N° 13 DE MM. **VANVELTHOVEN ET DEVIN**

Art. 2

Remplacer les mots “et les groupements non démocratiques” **par les mots** “et les associations incitant à la violence”.N° 14 DE MM. **VANVELTHOVEN ET DEVIN**

Art. 3

Remplacer la disposition proposée par ce qui suit:*“Art. 3. Sont également interdites: toutes les associations ou organisations de particuliers incitant à la violence envers une personne ou un groupe de personnes en raison de la nationalité, d'une prétendue race, de la couleur de peau, de l'ascendance, de l'origine nationale ou ethnique, du sexe, de l'âge, de l'orientation sexuelle,*

Documents précédents:

Doc 53 **0809/ (2010/2011):**001: Proposition de loi de MM. Vanvelthoven et Geerts.
002: Addendum.
003 à 005: Amendements.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 juli 2012

WETSVOORSTEL**tot wijziging van de wet 29 juli 1934
waarbij de private milities verboden worden,
wat het verbod van ondemocratische
groeperingen betreft****AMENDEMENTEN**Nr. 13 VAN DE HEREN **VANVELTHOVEN EN DEVIN**

Art. 2

De woorden “en ondemocratische groeperingen” **vervangen door de woorden** “en verenigingen die aanzetten tot geweld”.Nr. 14 VAN DE HEREN **VANVELTHOVEN EN DEVIN**

Art. 3

Het voorgestelde lid vervangen als volgt:*“Art. 3. Zijn eveneens verboden: alle verenigingen of organisaties van private personen, die aanzetten tot geweld jegens een persoon of een groep van personen op grond van nationaliteit, een vermeend ras, de huidskleur, de afkomst, de nationale of etnische afstamming, geslacht, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke*

Voorgaande documenten:

Doc 53 **0809/ (2010/2011):**001: Wetsvoorstel van de heren Vanvelthoven en Geerts.
002: Addendum.
003 tot 005: Amendementen.

de l'état civil, de la naissance, de la fortune, de la conviction religieuse ou philosophique, de la conviction politique, de la conviction syndicale, de la langue, de l'état de santé actuel ou futur, d'un handicap, d'une caractéristique physique ou génétique, de l'origine sociale ou de toute autre caractéristique."

N° 15 DE MM. VANVELTHOVEN ET DEVIN

Intitulé

Remplacer les mots "en vue d'interdire les groupements non démocratiques" **par les mots** "en vue d'interdire les associations incitant à la violence".

JUSTIFICATION

(des amendements n°s 13 à 15)

Le présent amendement nous a initialement été inspiré par plusieurs manifestations de l'organisation néo-nazie "*Blood and Honour*".

Nous avons été amenés à affiner la définition des groupuscules concernés à la suite d'événements récents et d'une analyse des moyens juridiques permettant de lutter contre ce type d'organisations dans l'état actuel des choses.

1. Événements récents

Après l'arrestation d'une amie qui portait le niqab à Molenbeek-Saint-Jean le 1^{er} juin 2012, M. Fouad Belkacem, leader du groupuscule islamiste Shariah4Belgium, a ameuté ses partisans contre la police. Son amie en niqab avait été arrêtée après avoir donné un coup de tête à la policière qui l'avait contrôlée. Le poste où elle était détenue a été lapidé et assiégé par de jeunes partisans de Belkacem. Tous ces événements ont été encouragés par un ami de Belkacem.

Ensuite, Belkacem a posté sur *YouTube* un film de onze minutes au cours duquel il justifiait et excusait le coup de tête asséné par son amie en niqab en indiquant que celle-ci avait commencé à se débattre pour s'extraire "des mains de ces chiens, de ces incroyants", que Dieu lui avait ensuite donné la force de donner un coup de tête à l'un des agents concernés qui lui avait "cassé le nez avec la volonté de Dieu, grâce à Dieu".

Il a en outre explicitement approuvé les émeutes survenues autour du commissariat de police de Molenbeek-Saint-Jean, à la suite desquelles il a lancé l'appel suivant: "frères et sœurs, levez-vous et agissez contre ces méfaits" afin de "défendre l'honneur" de vos frères et sœurs, maudissez "et brisez, avec la volonté de Dieu, tous ceux qui lèveront la main sur une sœur musulmane".

staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, sociale afkomst of op grond van enig ander kenmerk."

Nr. 15 VAN DE HEREN VANVELTHOVEN EN DEVIN

Opschrift

De woorden "wat het verbod van ondemocratische groeperingen betreft" **vervangen door de woorden** "wat het verbod betreft van verenigingen die aanzetten tot geweld".

VERANTWOORDING

(voor de amendementen 13 tot en met 15)

De oorspronkelijke aanleiding van dit wetsvoorstel waren een aantal manifestaties van de neonazistische organisatie *Blood and Honour*.

Zowel actuele gebeurtenissen als een onderzoek van de bestaande rechtsmiddelen tegen dergelijke organisaties hebben de indieners van dit amendement er toe aangezet om de definitie van de geviseerde groeperingen te verfijnen.

1. Actuele gebeurtenissen

Na de arrestatie van een bevriende niqab-draagster in Sint-Jans-Molenbeek op 1 juni 2012 ruide Fouad Belkacem, de leider van het islamitische Shariah4Belgium, zijn achterban op tegen de politie. De niqab-draagster was aangehouden nadat zij een kopstoot had uitgedeeld aan een controlerende agent. Het kantoor waar zij vastzat werd bekogeld en belaagd door jonge Belkacem-aanhangers. Dat gebeurde onder de aanmoedigende begeleiding van een vriend van Belkacem.

Achteraf plaatste Belkacem een filmpje van 11 minuten op *Youtube*, waarin hij de kopstoot van de niqab-draagster rechtvaardigde en goedpraatte: "Ze begon te bewegen om zich te bevrijden uit de handen van die honden, uit de handen van die ongelovigen, God heeft haar dan de kracht gegeven om een kopstoot te geven aan één van die agenten en ze heeft haar neus gebroken met Gods wil, God zij dank ..."

Ook de rellen rond het politiekantoor van Sint-Jans-Molenbeek kregen zijn uitdrukkelijke goedkeuring, waarna hij volgende oproep deed: "Dus broeders en zusters wordt wakker en sta op en ga in tegen deze misdaad en verdedig de eer van onze broeders en zusters en vervloek en vernietig en breek, met Gods wil, elkeen die met een vinger of een hand komt aan een zuster moslima".

Quelques jours plus tard, un musulman déséquilibré venant de Paris a agressé deux agents de la police de Molenbeek tandis que ceux-ci étaient en patrouille. Au cours de cette agression, une policière a été grièvement blessée au cou. L'enquête a mis en évidence que cet agresseur solitaire avait répondu à l'appel de Belkacem.

Ensuite, Belkacem a été arrêté par la police sur ordre du juge d'instruction pour incitation à la haine et à la violence envers les non-musulmans. En effet, toute incitation à la haine ou à la violence envers un groupe sur la base de la croyance religieuse (ou de l'absence de croyance) est punissable conformément à l'article 22, 4°, de la loi anti-discrimination. Belkacem avait, du reste, déjà été condamné précédemment à six mois d'emprisonnement pour rébellion à l'égard de la police. Au départ, il ne devait pas purger cette peine (conformément à la circulaire selon laquelle les peines de moins de trois ans ne sont pas exécutées), mais la ministre de la Justice, Mme Turtelboom, a quand même ordonné l'exécution effective de cette peine à l'encontre de Belkacem.

Nous considérons que ces actions de la police et de la justice à l'encontre du porte-parole de *Sharia4Belgium* sont importantes. Nous estimons toutefois également qu'elles devraient être assorties de la possibilité légale d'interdire de telles organisations.

À cet égard, une étude de la législation actuelle, qui met clairement en évidence une lacune, nous conforte dans cette analyse. En effet, à l'heure actuelle, aucune disposition n'interdit les associations qui incitent à la violence. Cette interdiction peut pourtant avoir son importance dans la mesure où il serait notamment beaucoup plus facile pour un grand nombre de personnes de refuser toute forme de collaboration avec ce type de groupements: administrations communales, propriétaires de salle, fournisseurs d'accès à Internet. Qui plus est, en interdisant ces associations, l'autorité publique fait savoir, par un geste fort, qu'elle considère que des organisations qui incitent à la violence ne sont pas dignes d'exister dans un État de droit démocratique. La tolérance de la démocratie s'arrête là où commence la violence.

2. Étude de la législation actuelle

Le présent amendement affine la définition des organisations à interdire. La proposition de loi a défini les groupements visés comme suit: "toute organisation ou tout groupement de particuliers qui représentent un danger pour la démocratie, en raison d'actes ou d'activités terroristes, négationnistes ou racistes". Cette définition est extrêmement restrictive. Une association ne sera visée par l'interdiction que si: (1) elle a déjà commis certains actes ou exercé certaines activités par le passé (l'interdiction est donc répressive et non pas préventive) et (2) si elle va au-delà de la simple expression d'opinions (l'interdiction n'instaure pas de délit d'opinion). Pour autant, cette définition ne peut être appliquée à des événements comme les émeutes de Molenbeek instiguées par *Sharia4Belgium*. En effet, il ne s'agit pas d'actes ou d'activités de terrorisme, de négationnisme ou de racisme commis par *Sharia4Belgium*. Ceux-ci sont néanmoins commis par des tiers que l'organisation a incités à la violence.

Enkele dagen daarna werd door een geestelijk verwarde moslim uit Parijs een aanslag gepleegd op twee patrouillerende Molenbeekse politieagenten. Daarbij werd een agente ernstig gewond in de halsstreek. Uit het onderzoek bleek dat de eenzaam zich had laten inspireren door de oproep van Belkacem.

Belkacem werd vervolgens op last van de onderzoeksrechter gearresteerd door de politie wegens het aanzetten tot haat en geweld tegen niet-moslims. Aanzetten tot haat of geweld jegens een groep op grond van geloof (of niet-geloof) is immers strafbaar onder artikel 22, 4°, van de antidiscriminatiewet. Belkacem was ook eerder al veroordeeld tot zes maanden gevangenisstraf wegens weerspanning tegen de politie. Hoewel hij deze straf aanvankelijk niet moest uitzitten (conform de omzendbrief die bepaalt dat straffen onder de drie jaar niet worden uitgevoerd), beval minister van Justitie Turtelboom om de straf van Belkacem daadwerkelijk uit te voeren.

De indieners van dit amendement vinden deze politionele en justitiële acties tegen de woordvoerder van *Sharia4Belgium* belangrijk. Zij menen echter ook dat dit best wordt aangevuld met de wettelijke mogelijkheid om dergelijke organisaties te verbieden. Zij worden daarin gesterkt door een onderzoek van de bestaande wetgeving, dat duidelijk wijst op een lacune.

Op dit moment bestaat er immers geen verbod op verenigingen die aanzetten tot geweld. Een dergelijk verbod kan nochtans belangrijk zijn, omdat het onder meer voor een heel aantal mensen zou makkelijker maken om iedere vorm van samenwerking met zulke groepen te weigeren: gemeentebesturen, zaalverhuurders, internetproviders. Bovendien drukt de overheid met een verenigingsverbod krachtig uit dat hij organisaties die tot geweld aanzetten in een democratische rechtstaat niet bestaanswaardig acht. De tolerantie van de democratie stopt waar het geweld begint.

2. Onderzoek van de bestaande wetgeving

De definitie van de te verbieden organisaties wordt met dit amendement verfijnd. Het wetsvoorstel definieerde de geviseerde groeperingen als volgt: "elke organisatie of groepering van private personen, die een gevaar betekenen voor de democratie, omwille van daden of activiteiten van terrorisme, negationisme of racisme". Dit is een zeer restrictieve definitie. Een vereniging kan pas in de werkingssfeer van het verbod komen als: (1) zij in het verleden al bepaalde daden of activiteiten gepleegd heeft (het verbod is dus repressief en niet preventief) en (2) als zij verder gaat dan het louter verkondigen van meningen (het verbod voert geen opiniedelict in). Toch kan deze definitie niet worden gebruikt voor een situatie zoals deze van de Molenbeekse rellen waartoe aangezet was door *Sharia4hBelgium*. Immers, er zijn geen daden of activiteiten van terrorisme, negationisme of racisme gepleegd door *Shariah4Belgium*. Wel hebben zij derden aangezet tot het plegen van geweld.

C'est pourquoi le présent amendement tend à instaurer une interdiction d'association lorsqu'une association incite des tiers à la violence, et ce, dans le respect des trois principes de la proposition de loi initiale, à savoir une définition restrictive, une interdiction répressive et l'absence de délit d'opinion.

Le présent amendement entend à cet égard respecter pleinement les exigences posées par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme. Il tend par ailleurs à recenser précisément les différents instruments juridiques dont nous disposons à l'heure actuelle pour lutter contre des associations avides de violence comme *Shariah4Belgium*, afin d'éviter le dédoublement des moyens juridiques existants et donc le double emploi. Il vise enfin à développer un outil juridique ayant, dans la pratique quotidienne, un effet tangible et significativement positif contre le radicalisme violent. En résumé, le présent amendement tend à prévoir un recours constitutionnel supplémentaire susceptible de promouvoir en pratique la lutte contre des associations telles que *Shariah4Belgium*.

L'article 27 de la Constitution dispose ce qui suit: "Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive". L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) prévoit quant à lui que "Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association (...). L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime (...) ou à la protection des droits et libertés d'autrui. (...)".

Ces deux dispositions doivent être lues de manière cumulative. Cela signifie qu'une association ne peut jamais être soumise à un contrôle préventif (exigence inscrite dans l'article 27 de la Constitution) et que les restrictions répressives ne sont autorisées que si elles sont nécessaires, dans une société démocratique, à la protection de l'ordre public ou des droits d'autrui, par exemple, ou à la prévention du crime (exigence inscrite dans l'article 11 de la CEDH).

À cet égard, la gravité de la limitation de la liberté d'association (cette limitation pouvant par exemple se traduire par la mesure drastique de l'interdiction d'association) doit être proportionnelle aux faits commis (il doit s'agir, par exemple, d'une association qui commet des actes de violence ou incite des tiers à commettre de tels actes).

Une interdiction d'association peut donc uniquement avoir un caractère répressif, c'est-à-dire le caractère d'une sanction a posteriori pour des faits commis, et ce, uniquement lorsque cette mesure est nécessaire, dans une société démocratique, au maintien de certaines valeurs essentielles comme l'ordre public ou la prévention du crime. Une mesure choisie n'est nécessaire que si elle est proportionnelle.

La liberté d'association est considérée par la Cour constitutionnelle et la Cour européenne des droits de l'homme comme l'un des droits démocratiques les plus fondamentaux, ce qui implique que les restrictions à ce droit doivent satisfaire au test de proportionnalité le plus strict. Cela signifie notamment

Daarom wil dit amendement een verenigingsverbod invoeren voor situaties waarbij een vereniging derden aanzet tot geweld, met respect voor de drie principes van het oorspronkelijke wetsvoorstel, namelijk een restrictieve definitie, een repressief verbod en geen opiniedelict.

Daarbij wil dit amendement ten volle rekening houden met de eisen van de Grondwet en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Het wenst zich ook volledig rekenschap te geven van alle bestaande juridische instrumenten die vandaag al bestaan en kunnen worden ingezet tegen op geweld beluste verenigingen zoals *Shariah4Belgium*. Zodoende wil het amendement vermijden dat bestaande juridische middelen worden gedoubleerd en dus dubbel werk wordt gedaan. Tot slot is het de bedoeling een juridisch instrument te ontwikkelen dat in de dagelijkse praktijk een tastbaar en betekenisvol gunstig effect heeft in de bestrijding van gewelddadig radicalisme. Dit voorstel wil kortom een grondwettig, bijkomend rechtsmiddel instellen tegen verenigingen zoals *Shariah4Belgium* dat betekenisvol is in de praktijk.

Artikel 27 van de Grondwet stelt: "De Belgen hebben het recht van vereniging; dit recht kan niet aan enige preventieve maatregel onderworpen worden" en artikel 11 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (EVRM) stelt: "Eenieder heeft het recht op vrijheid van vreedzame vergadering en vrijheid van vereniging (...). De uitoefening van deze rechten kan aan geen andere beperking onderworpen worden dan die welke bij wet zijn voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten (...) of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. (...)".

Beide bepalingen moeten optellend of gecumuleerd worden gelezen. Dat betekent dat een vereniging nooit onderworpen mag worden aan preventief toezicht (eis van artikel 27 van de Grondwet) en dat repressieve beperkingen alleen zijn geoorloofd wanneer deze nodig zijn in een democratische samenleving ter bescherming van bijvoorbeeld de openbare orde, de rechten van anderen of voor het voorkomen van strafbare feiten (eis van artikel 11 EVRM).

Daarbij geldt dat de ernst van de beperking van de verenigingsvrijheid (bijvoorbeeld de drastische maatregel van het verenigingsverbod) in een verhouding van evenredigheid moet staan ten aanzien van de gepleegde feiten (bijvoorbeeld een vereniging die geweld pleegt of derden daartoe aanzet).

Een verenigingsverbod kan dus alleen wanneer het repressief is, dat wil zeggen als sanctie achteraf voor gepleegde feiten en alleen wanneer die maatregel in een democratische samenleving noodzakelijk is voor het handhaven van bepaalde essentiële waarden zoals de openbare orde of het voorkomen van strafbare feiten. Een gekozen maatregel is alleen noodzakelijk wanneer deze proportioneel is.

De verenigingsvrijheid wordt door het Grondwettelijk Hof en het Europees Hof voor de Rechten van de Mens als één van de meest wezenlijke democratische rechten beschouwd, wat impliceert dat beperkingen moeten voldoen aan de meest strikte proportionaliteitstest. Dat betekent onder andere dat

que les restrictions doivent rester limitées au strict nécessaire sur le plan démocratique et ne peuvent en aucun cas être délimitées et formulées de manière vague ou imprécise.

Actuellement, il existe déjà une série d'instruments visant à lutter contre les associations qui utilisent la violence ou incitent à l'utiliser:

a. Loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées

Article 1^{er}: "Sont interdites toutes milices privées ou toute autre organisation de particuliers dont l'objet est de recourir à la force, ou de suppléer l'armée ou la police (...)."

Peuvent être interdites sur la base de cette loi:

- les associations qui utilisent la violence;
- les associations qui ont l'intention d'utiliser la violence;
- les associations qui entendent se substituer à l'armée ou à la police.

Ne peuvent être interdites sur la base de la loi sur les milices privées:

- les associations qui incitent des tiers à la violence.

b. Loi anti-discrimination de 2007

Article 22: "Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement:

1° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la discrimination à l'égard d'une personne, en raison de l'un des critères protégés, et ce, même en dehors des domaines visés à l'article 5;

2° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, en raison de l'un des critères protégés, et ce, même en dehors des domaines visés à l'article 5;

3° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la discrimination ou à la ségrégation à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres, en raison de l'un des critères protégés, et ce, même en dehors des domaines visés à l'article 5;

4° quiconque, dans l'une des circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, incite à la haine ou à la violence à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres, en raison de l'un des critères protégés, et ce, même en dehors des domaines visés à l'article 5."

beperkingen strikt tot het democratisch noodzakelijke beperkt moeten blijven en in geen geval vaag of onnauwkeurig afgebakend en geformuleerd mogen zijn.

Op dit ogenblik bestaan reeds een aantal instrumenten ter bestrijding van verenigingen die geweld gebruiken of daartoe aanzetten:

a. Wet van 29 juli 1934 waarbij de privé-milities worden verboden

Artikel 1: "Elke private militie of elke andere organisatie van private personen waarvan het oogmerk is geweld te gebruiken of het leger of de politie te vervangen (...) is verboden."

Op grond van deze wet kunnen verboden worden:

- verenigingen die geweld gebruiken;
- verenigingen die de intentie hebben op geweld te gebruiken;
- verenigingen die het leger of de politie willen vervangen.

Op grond van de wet op de private milities kunnen niet verboden worden:

- verenigingen die derden aanzetten tot geweld.

b. Antidiscriminatiewet 2007

Artikel 22: "Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft:

1° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot discriminatie jegens een persoon wegens een van de beschermde criteria, en dit, zelfs buiten de in artikel 5 bedoelde domeinen;

2° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot haat of geweld jegens een persoon wegens een van de beschermde criteria, en dit, zelfs buiten de in artikel 5 bedoelde domeinen;

3° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot discriminatie of tot segregatie jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wegens een van de beschermde criteria, en dit, zelfs buiten de in artikel 5 bedoelde domeinen;

4° hij die in een van de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden aanzet tot haat of geweld jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wegens een van de beschermde criteria, en dit, zelfs buiten de in artikel 5 bedoelde domeinen.

Peuvent être sanctionnés en vertu de cette disposition:

- les individus qui incitent des tiers à la discrimination, à la haine ou à la violence contre des personnes individuelles ou contre des groupes qui sont (par exemple) porteurs d'une croyance particulière ou incroyants.

Ne peuvent être sanctionnés ou interdits en vertu de cette disposition:

- les associations qui incitent des tiers à la discrimination, à la haine ou à la violence.

c. Loi réprimant le racisme, 1981

L'article 20 de la loi réprimant le racisme contient exactement la même incrimination que l'article 22 précité de la loi antidiscrimination. Mais elle comporte une mesure supplémentaire qui vise les associations racistes et leurs membres:

Art. 22. "Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque fait partie d'un groupement ou d'une association qui, de manière manifeste et répétée, prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur l'un des critères protégés dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, ou lui prête son concours."

Peuvent être sanctionnés en vertu de cette disposition:

- les membres d'associations qui incitent à la haine, à la discrimination ou à la violence raciales;
- les membres d'une association qui propage la discrimination ou la ségrégation raciales;
- les individus qui prêtent leur concours à une telle association raciste.

Si le juge pénal constate qu'une association prône, de manière manifeste et répétée, la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère racial, celle-ci ne peut donc pas être dissoute, mais ses membres et toutes les personnes qui la soutiennent peuvent être punis. L'existence d'une association à caractère raciste peut dès lors être rendue impossible dans la pratique.

La lutte vise les membres individuels des associations, non l'association en tant que telle.

Ne peuvent pas être sanctionnés ou interdits en vertu de cette disposition:

- les associations incitant à la violence raciale;
- les membres d'associations incitant à la violence qui n'est pas inspirée par le racisme, mais par d'autres motifs (la croyance, etc.);
- les associations incitant à la violence inspirée par d'autres motifs que le racisme.

Op grond van deze bepaling kunnen gestraft worden:

- individuen die derden aanzetten tot discriminatie, haat of geweld jegens individuele personen of jegens groepen die (bijvoorbeeld) drager zijn van een bepaald (on)geloof

Op grond van deze bepaling kunnen niet gestraft of verboden worden:

- verenigen die derden aanzetten tot discriminatie, haat of geweld.

c. Antiracismewet, 1981

Art. 20 Antiracismewet bevat precies dezelfde strafbaarstelling als het hoger geciteerde artikel 22 van de Antidiscriminatiewet. Maar er is een bijkomende maatregel die zich richt tot racistische verenigingen en hun leden:

Art. 22. "Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft, hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die kennelijk en herhaaldelijk discriminatie of segregatie wegens een van de beschermde criteria verkondigt in de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent."

Op grond van deze bepaling kunnen gestraft worden:

- leden van verenigingen die aanzetten tot racistische haat, racistische discriminatie of racistisch geweld;
- leden van een vereniging die racistische discriminatie of segregatie propageren;
- individuen die hun medewerking verlenen aan dergelijke racistische vereniging.

Indien de strafrechter vaststelt dat een vereniging kennelijk en herhaaldelijk discriminatie of segregatie verkondigt wegens een raciaal criterium, dan kan deze dus niet worden ontbonden. Wel kunnen zijn leden en al degenen die hem ondersteunen gestraft worden. Zodoende kan het leven van een racistische vereniging in de praktijk onmogelijk worden gemaakt.

De verenigingen worden aangepakt via hun individuele leden, niet via de vereniging zelf.

Op grond van deze bepaling kunnen niet gestraft of verboden worden:

- verenigingen die aanzetten tot racistisch geweld;
- leden van verenigingen die aanzetten tot geweld dat niet door racisme ingegeven is, maar door andere motieven (geloof etc.);
- verenigingen die aanzetten tot geweld dat door iets anders geïnspireerd is dan racisme.

d. Législation antiterrorisme

Article 140 du Code pénal: § 1^{er}. “Toute personne qui participe à une activité d'un groupe terroriste, y compris par la fourniture d'informations ou de moyens matériels au groupe terroriste, ou par toute forme de financement d'une activité du groupe terroriste, en ayant connaissance que cette participation contribue à commettre un crime ou un délit du groupe terroriste, sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de cent euros à cinq mille euros.”

§ 2. “Tout dirigeant du groupe terroriste est passible de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille euros à deux cent mille euros.”

Peuvent être sanctionnés en vertu de cette disposition:

- tous les membres et collaborateurs d'associations terroristes.

Ne peuvent pas être sanctionnés/dissoutes en vertu de cette disposition:

- les associations terroristes;
- les associations ou membres d'associations se rendant coupables de violence non terroriste;
- les associations ou membres d'associations incitant à la violence terroriste ou non terroriste.

e. Incitation pénale

Art. 66 du Code pénal, “Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit: (...)”

Ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué ce crime ou ce délit;

Ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des écrits, des imprimés, des images ou emblèmes quelconques, qui auront été affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public, auront provoqué directement à le commettre, sans préjudice des peines portées par la loi contre les auteurs de provocations à des crimes ou à des délits, même dans le cas où ces provocations n'ont pas été suivies d'effet.”

Peuvent être sanctionnés en vertu de cette disposition:

- les individus qui, par des propos tenus lors de réunions publiques, par des promesses, des menaces, etc., auront provoqué directement des violences;
- les associations ayant la personnalité juridique qui, par des propos tenus lors de réunions publiques, par des promesses, des menaces, etc., auront provoqué directement des violences.

d. Antiterrorismewetgeving

Art. 140, Strafwetboek: § 1. “Iedere persoon die deelneemt aan enige activiteit van een terroristische groep, zij het ook door het verstrekken van gegevens of materiële middelen aan een terroristische groep of door het in enigerlei vorm financieren van enige activiteit van een terroristische groep, terwijl hij weet dat zijn deelname bijdraagt tot het plegen van een misdaad of wanbedrijf door de terroristische groep, wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfduizend euro.”

§ 2. “Iedere leidende persoon van een terroristische groep wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend euro tot tweehonderdduizend euro.”

Op grond van deze bepaling kunnen gestraft worden:

- alle leden en medewerkers van terroristische verenigingen.

Op grond van deze bepaling kunnen niet gestraft/ontbonden worden:

- terroristische verenigingen
- verenigingen of leden van verenigingen die niet-terroristisch geweld plegen
- verenigingen of leden van verenigingen die aanzetten tot terroristisch of niet terroristisch geweld.

e. Strafrechtelijke uitlokking

Art. 66, Strafwetboek. “Als daders van een misdaad of wanbedrijf worden gestraft: (...)”

“Zij die, door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, de misdaad of het wanbedrijf rechtstreeks hebben uitgelokt;

Zij die, hetzij door woorden in openbare bijeenkomsten of plaatsen gesproken, hetzij door enigerlei geschrift, drukwerk, prent of zinnebeeld aangeplakt, rondgedeeld of verkocht, te koop geboden of openlijk tentoongesteld, het plegen van het feit rechtstreeks hebben uitgelokt, onverminderd de straffen die bij de wet bepaald zijn tegen daders van aanzetting tot misdaden of wanbedrijven, zelfs voor het geval dat die aanzetting zonder gevolg is gebleven.”

Op basis van deze bepaling kunnen worden gestraft:

- individuen die door woorden in openbare bijeenkomsten, beloften, bedreigingen etc. geweld rechtstreeks uitgelokt hebben.
- verenigingen met rechtspersoonlijkheid die door woorden in openbare bijeenkomsten, beloften, bedreigingen etc. geweld rechtstreeks uitgelokt hebben.

Ne peuvent être sanctionnés en vertu de cette disposition:

- les individus et associations ayant incité des tiers à la violence sans l'avoir directement provoquée.

Il ressort de ce qui précède qu'une interdiction d'association ne peut être que répressive, qu'elle doit être limitée et clairement définie, qu'elle ne peut aller au-delà de ce qui est strictement nécessaire dans une société démocratique, et qu'elle doit ajouter quelque chose aux nombreux instruments que le droit offre déjà.

La solution est dès lors simple. La seule lacune dans la législation actuelle est qu'elle ne permet pas de dissoudre des associations qui incitent des tiers à commettre des actes de violence à l'encontre d'individus ou de groupes, par exemple en raison de leur foi, de leurs caractéristiques ethnico-raciales ou de leur orientation sexuelle. C'est précisément cette lacune qui fait en sorte que l'on ne peut s'en prendre à *Sharia4Belgium*.

L'objectif du présent amendement est donc de combler cette lacune dans la législation.

N° 16 DE MM. **VANVELTHOVEN, DEVIN ET DOOMST**

Art. 5 (nouveau)

Insérer un article 5 rédigé comme suit:

“Art. 5. Dans l'article 22 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, il est inséré un 5° rédigé comme suit:

“5° quiconque fait partie d'un groupement ou d'une association qui, de manière manifeste et répétée, prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur l'un des critères protégés dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, ou lui prête son concours.”

N° 17 DE MM. **VANVELTHOVEN, DEVIN ET DOOMST**

Art. 6 (nouveau)

Insérer un article 6 rédigé comme suit:

“Art. 6. Dans l'article 27 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, il est inséré un 5° rédigé comme suit:

“5° quiconque fait partie d'un groupement ou d'une association qui, de manière manifeste et répétée, prône

Op basis van deze bepaling kunnen niet worden gestraft:

- individuen en verenigingen die derden aangezet hebben tot geweld, zonder dat geweld rechtstreeks uit te lokken.

Uit het voorgaande blijkt dat een verenigingsverbod alleen repressief kan zijn, dat het beperkt en duidelijk omschreven moet zijn, niet verder mag gaan dan strikt noodzakelijk is in een democratische samenleving en iets moet toevoegen aan de talrijke instrumenten die het recht al biedt.

De oplossing is dan ook eenvoudig. De enige lacune in de wetgeving van vandaag, is dat zij het niet mogelijk maakt om verenigingen te ontbinden die derden aanzetten tot geweld tegen individuen of groepen, bijvoorbeeld vanwege hun geloof, hun etnisch-raciale kenmerken of seksuele geaardheid. Precies die lacune zorgt ervoor dat de vereniging *Sharia4Belgium* niet kan worden aangepakt.

Het is dan ook de doelstelling van dit amendement om deze lacune in de wetgeving weg te werken.

Peter VANVELTHOVEN (sp.a)
Laurent DEVIN (sp.a)

Nr. 16 VAN DE HEREN **VANVELTHOVEN EN DEVIN**

Art. 5 (nieuw)

Een artikel 5 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 5. In artikel 22 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt:

“5° hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die kennelijk en herhaaldelijk discriminatie of segregatie wegens een van de beschermde criteria verkondigt in de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent.”

Nr. 17 VAN DE HEREN **VANVELTHOVEN EN DEVIN**

Art. 6 (nieuw)

Een artikel 6 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 6. In artikel 27 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt:

“5° hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die kennelijk en herhaaldelijk discriminatie of segregatie

la discrimination ou la ségrégation fondée sur l'un des critères protégés dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, ou lui prête son concours."

JUSTIFICATION

Ces amendements introduisent respectivement dans la loi anti-discrimination et la loi "genre" du 10 mai 2007 une disposition semblable à celle de l'actuel article 22 de la loi antiracisme ("Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque fait partie d'un groupement ou d'une association qui, de manière manifeste et répétée, prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur l'un des critères protégés dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, ou lui prête son concours.")

Il s'agissait d'une suggestion du directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, M. Jozef De Witte, formulée lors de l'audition du 29 juin dernier à propos de cette proposition de loi.

Cette disposition incrimine le fait d'appartenir à une association ou de collaborer avec elle lorsque cette association se rend coupable de discrimination raciale ou la prône. Une telle "interdiction de collaboration" n'existe actuellement que dans la loi antiracisme, et pas dans la loi anti-discrimination, ni dans la loi "genre".

Il y a au moins trois raisons importantes de choisir cette voie:

1) il ne s'agit pas d'une véritable interdiction d'association, mais d'une interdiction d'y appartenir ou de collaborer avec elle. C'est en quelque sorte une version "light" de l'interdiction d'association, qui pose moins de problèmes constitutionnels. La Cour constitutionnelle a en tout cas déjà jugé que l'article 22 de la loi antiracisme était conforme à la Constitution;

2) le respect de cette disposition peut, contrairement à la loi sur les milices privées, être imposé par des institutions spéciales de défense du citoyen, à savoir le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Cela permettra d'assurer une meilleure application que si l'on avait inscrit une interdiction d'association dans la loi sur les milices privées;

3) le principe d'égalité veut que la discrimination, la haine ou la violence fondée notamment sur le sexe, l'orientation sexuelle ou la conviction religieuse soit aussi intensément combattue que la discrimination, la haine et la violence fondée sur la notion dite de "race". Ce n'est pas encore le cas actuellement. Il existe aujourd'hui une "hiérarchie de l'égalité" dominée par cette notion de "race".

wegens een van de beschermde criteria verkondigt in de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent."

VERANTWOORDING

Deze amendementen voeren in respectievelijk de antidiscriminatiewet en de genderwet van 10 mei 2007 een gelijkaardige bepaling in als het huidige artikel 22 van de Antiracismewet ("Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft, hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die kennelijk en herhaaldelijk discriminatie of segregatie wegens een van de beschermde criteria verkondigt in de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent.")

Dit was een suggestie van de directeur van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding, Jozef De Witte, tijdens de hoorzitting over dit wetsvoorstel op 29 juni jongstleden.

Deze bepaling stelt het strafbaar om te behoren tot of medewerking te verlenen aan een vereniging die zich schuldig maakt aan racistische discriminatie of aan het verkondigen daarvan. Een dergelijk "medewerkingsverbod" bestaat alleen in de antiracismewet en niet in de antidiscriminatiewet of genderwet.

Er zijn minstens drie belangrijke redenen om te kiezen voor deze piste:

1) het betreft hier geen echt verenigingsverbod, maar een verbod om daartoe te behoren of daaraan medewerking te verlenen. Het is een soort verenigingsverbod light en stelt in die zin minder grondwettelijke problemen. Het Grondwettelijk Hof oordeelde al dat artikel 22 Antiracismewet grondwettig is;

2) deze bepaling kan, in tegenstelling tot de wet op de private militias, worden afgedwongen door speciale handhavingsinstellingen: het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. Dit zal zorgen voor een betere handhaving dan wanneer een verenigingsverbod wordt ingeschreven in de wet op de private militias;

3) het gelijkheidsbeginsel verlangt dat discriminatie, haat of geweld op grond van bijvoorbeeld geslacht, seksuele geaardheid of geloof even intens bestreden wordt als discriminatie, haat of geweld op grond van zogenaamd ras. Dat is nu nog niet het geval. Vandaag is er een "hiërarchie van gelijkheid", waarin zogenaamd ras bovenaan staat.

Peter VANVELTHOVEN (sp.a)
Laurent DEVIN (sp.a)
Michel DOOMST (cdH)